



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Parcoursup

Question au Gouvernement n° 1956

Texte de la question

PARCOURSUP

M. le président. La parole est à Mme Sylvie Tolmont.

Mme Sylvie Tolmont. Madame la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, décidément, Parcoursup restera, pour sa deuxième année, synonyme d'angoisse pour des milliers de jeunes qui souhaitent intégrer l'enseignement supérieur.

M. Erwan Balanant. Avec APB, on ne savait toujours pas en juillet où on allait s'inscrire en septembre !

Mme Sylvie Tolmont. Le 17 mai, un bug survenait, remettant en cause les affectations attribuées à des milliers de candidats. Alors que vous semblez incapable de donner des chiffres corrects, certains médias estiment à 67 000 le nombre de candidats touchés. Selon vos éléments de langage, ce dysfonctionnement – qui est, rappelons-le, une première dans l'histoire de Parcoursup et d'APB – serait lié à un « mauvais paramétrage des capacités d'accueil par les établissements ».

« Même si ces jeunes le vivent comme "j'ai eu quelque chose et on me l'a enlevé", en fait la réalité c'est qu'ils n'auraient jamais dû l'avoir. » C'est par ces mots, alliant cynisme et légèreté, que vous vous dédouanez une nouvelle fois des couacs de votre système. Oui, madame la ministre, c'est dramatique pour les milliers de candidats qui ont reçu une réponse positive erronée ! Nous vous parlons orientation et futur professionnel ; vous nous répondez algorithme et gestion des flux. L'inscription de tous les candidats sur la plateforme est paraît-il la priorité du Gouvernement, quand le plus important pour les jeunes est d'obtenir une réponse conforme à leurs envies, une réponse qui leur permette de se concentrer sereinement sur les révisions du baccalauréat.

Vous dénonciez le tirage au sort d'APB pour légitimer votre système. La réalité, c'est que vous avez industrialisé, rationalisé, hiérarchisé l'orientation pour en faire une sélection des premiers de cordée. Face aux dysfonctionnements survenus l'année dernière, le Défenseur des droits vous avait exhorté à proposer des solutions pour résoudre en particulier le manque de transparence.

M. Patrick Hetzel. Eh oui, Parcoursup fait pire qu'APB !

Mme Sylvie Tolmont. Aujourd'hui, Parcoursup sécurise les plus confiants et insécurise les plus vulnérables. Il continue à plonger dans l'incertitude ceux qui avaient déjà des difficultés. Madame la ministre, élèves et familles méritent mieux que ce climat d'incertitudes et d'anxiété. Comment allez-vous enfin répondre à leur besoin légitime de se projeter dans l'avenir ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et GDR.*)

M. Erwan Balanant. Le tirage au sort, c'était tellement mieux !

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

M. Fabien Di Filippo. Et des bugs !

Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Les erreurs que vous mentionnez sont des erreurs humaines, commises par environ 2 % des formations ; elles ne sont pas acceptables, parce qu'elles ont créé de faux espoirs. C'est pourquoi j'ai demandé à l'inspection générale de faire toute la lumière sur les circonstances qui ont abouti à une telle situation.

M. Maxime Minot. Avez-vous pensé à présenter des excuses ?

Mme Frédérique Vidal, ministre. Vous avez raison d'en appeler à la sérénité de tous ; c'est en effet ce dont les jeunes ont besoin en ce moment pour préparer leur baccalauréat. Il me paraît essentiel de rappeler que, grâce à Parcoursup, 72 % des lycéens ont déjà reçu une proposition, et sont ainsi fixés sur leur prochaine rentrée universitaire. Parcoursup, c'est aussi, je le rappelle, plus de mobilité sociale et géographique ; c'est 21 % de boursiers supplémentaires dans l'enseignement supérieur, et une mobilité géographique accrue de 10 %.

Alors oui, madame la députée, il est important de poursuivre l'accompagnement de l'ensemble des 900 000 candidats qui utilisent actuellement cette plateforme, de façon à leur garantir les meilleurs choix et le meilleur avenir possible dans l'enseignement supérieur. Ceux qui aujourd'hui parlent de bug de la plateforme – qui a au contraire permis de repérer ces erreurs et donc de continuer la procédure – sont ceux qui étaient contre la création de Parcoursup, contre l'humanisation de l'accès à l'enseignement supérieur, et – mais je ne peux pas le croire – pour le tirage au sort. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sylvie Tolmont](#)

Circonscription : Sarthe (4^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1956

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Ministère attributaire : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [22 mai 2019](#)